

DÉCLARATION DE CITOYENS SUR LA VILLE DE DEMAIN (Résumé)

Nous sommes un groupe de vingt-six Européens de différents pays, d'âges différents et exerçant des activités différentes. Nous ne sommes pas des experts en matière de développement durable, mais de simples citoyens vivant et travaillant dans les villes d'Europe.

La direction générale « Recherche » de la Commission européenne nous a demandé d'exprimer nos vues et nos espoirs en ce qui concerne l'avenir des villes, ainsi que notre avis sur le programme communautaire intitulé « la ville de demain ». C'est la toute première fois que la Commission européenne demande concrètement l'avis de citoyens européens sur les politiques de l'Union européenne, par le canal de l'initiative « RAISE ».

Nous sommes partis de cas concrets présentés dans une série d'ateliers, nous les avons mis en regard de notre propre expérience, et avons élaboré nos propres avis sur les sujets suivants :

- ▶ la gouvernance urbaine
- ▶ les transports durables
- ▶ l'environnement bâti durable
- ▶ le patrimoine culturel

Au cours de nos discussions, nous avons constaté qu'un cinquième aspect, l'éducation, notamment en ce qui concerne la durabilité, conditionne les quatre autres.

Conclusions générales

Un premier groupe de conclusions concerne les quatre domaines précités :

- ▶ **Gouvernance urbaine** : aussi bien dans les anciens États membres que dans les nouveaux, la gouvernance urbaine doit prendre en compte ce que pensent les gens, y compris les personnes qui étaient marginalisées dans le passé. La confiance ne peut naître que si elle est mutuelle. Ce n'est que si les dirigeants sont disposés à écouter les citoyens et à respecter leurs points de vue que ces derniers leur rendront la pareille et assumeront la responsabilité de leurs propres actions.
- ▶ **Des transports durables** : un changement radical des habitudes de transport est nécessaire pour faciliter le passage à une utilisation plus durable des transports : des solutions techniques ne suffiront pas à elles seules à résoudre les problèmes que pose la durabilité.
- ▶ **Un environnement construit durable** : pour cela, il faudra dépasser la notion de société de consommation, où ce qui est nouveau est toujours considéré comme supérieur à ce qui est ancien. Nous devons prendre conscience de l'intérêt de réutiliser ce que nous possédons déjà, plutôt que de le jeter pour acheter du neuf, qu'il s'agisse de la rénovation d'habitations, de la reconversion des friches industrielles, de la conservation et de la réparation de biens de consommation ou du recyclage des matières.
- ▶ **Le patrimoine culturel** : il importe également de mettre l'accent sur une intégration durable du patrimoine dans la vie de tous les jours et d'encourager les gens à se sentir responsables de notre patrimoine culturel commun.

Un deuxième groupe de conclusions porte sur tout ce qui, ici et maintenant, a une importance pratique pour tous ces domaines :

- ▶ Il existe un besoin urgent de renforcer la sensibilisation et **l'éducation** en ce qui concerne la durabilité et les conséquences du maintien des pratiques actuelles, incompatibles avec un développement durable. Les choix sont souvent effectués sur la base d'informations insuffisantes, sans connaissance des véritables coûts cachés des activités. La participation aux débats et une bonne compréhension des conséquences permettront à chacun de choisir en connaissance de cause pour améliorer la vie quotidienne.
- ▶ Ce sont souvent les initiatives les plus modestes, au niveau **local** qui donnent les meilleurs résultats, car elles intéressent les gens et les aident à s'engager à améliorer leur vie quotidienne d'une manière visible. Le slogan « Think global, act local » (agir localement dans le cadre d'une conception planétaire) est plus qu'un lieu commun.
- ▶ Réciproquement, l'expérience acquise dans un domaine peut souvent être exploitée dans un autre. La société est riche d'une très large palette d'expertise et d'expérience. Il importerait de diffuser bien davantage ces **connaissances**.

Conclusions sur la gouvernance urbaine

Une mauvaise **gouvernance urbaine** donne de mauvais résultats : prolifération urbaine, logements hors de prix, systèmes de transport non coordonnés et destruction des espaces verts en sont quelques exemples. Nous considérons la gouvernance urbaine comme un instrument pour structurer les rapports entre la ville et ses habitants, c'est-à-dire aussi les partenariats publics/privés et tous les autres acteurs travaillant dans la ville.

Les projets que nous avons étudiés sont axés surtout sur la participation de tous, mais une catégorie essentielle est quasiment négligée. Elle comprend des groupes marginalisés et des catégories vulnérables telles que les jeunes, les personnes âgées et les pauvres, les immigrants et les migrants, les parents isolés, les sans-logis et les nomades.

- Nous recommandons donc que la recherche financée par l'Union européenne se concentre à l'avenir beaucoup plus sur la participation des personnes marginalisées et leur intégration dans la gouvernance urbaine.
- Nous proposons que des recherches aient lieu sur les différences entre les anciens États membres et les nouveaux en ce qui concerne la participation démocratique, en vue d'échanger les bonnes pratiques, c'est-à-dire enseigner et apprendre en même temps, et promouvoir le renouveau démocratique.
- Des ressources suffisantes sont indispensables pour assurer une pleine participation des citoyens à leur communauté et à la manière dont ils sont administrés. Les responsables politiques peuvent également être incités à promouvoir ce processus. Des activités indépendantes ou bénévoles ne sont pas la bonne réponse.

La gouvernance urbaine doit consister en des décisions publiques plutôt qu'en des décisions prises au niveau individuel. Les responsables politiques doivent travailler avec les citoyens, pour consacrer davantage de crédits :

- ✓ à la diffusion de l'information,

- ✓ à l'organisation de réunions,
- ✓ à des auditions publiques,
- ✓ à l'élaboration d'outils et de méthodes de gouvernance innovants,
- ✓ à des campagnes de sensibilisation et d'information sur les mesures en matière de gouvernance, et sur d'autres moyens de faire participer la population à la prise de décision.

Conclusions concernant les transports durables

La mobilité joue un rôle central dans la vie quotidienne. Les transports sont également une des principales causes des problèmes auxquels nous sommes tous confrontés. La mobilité a des aspects environnementaux, économiques et sociaux. À nos yeux, les transports conditionnent la qualité de la vie à trois titres : la pollution (avec ses conséquences sanitaires), les encombrements (qui entraînent un gaspillage de temps et de ressources) et les accidents (plus de quarante mille personnes meurent chaque année sur les routes européennes, et bien davantage sont blessées).

Dans l'Union européenne, la recherche s'est penchée sur plusieurs aspects des problèmes précités. Nous avons constaté dans la société et dans la recherche une tendance à favoriser des solutions techniques, telles que des véhicules futuristes robotisés, car elles semblent aptes à résoudre simplement des problèmes très complexes. Cela a conduit, et continue de conduire, à des développements coûteux et prestigieux, mais qui ne répondent pas en réalité aux questions cruciales. On ne peut assurer des transports durables que si on se penche d'abord et prioritairement sur les comportements, les motivations et les besoins. Nous sommes également préoccupés par le manque d'efficacité en matière de diffusion des meilleures pratiques qui ont été élaborées dans différentes villes européennes. Nous estimons qu'il faut renforcer les efforts pour assurer que les exemples de réussite puissent être diffusés et partagés plus facilement par les différentes villes.

Nous nous félicitons des efforts déployés pour intégrer les questions de transport dès le départ dans les projets urbanistiques. Nous estimons également que la recherche et l'action politique doivent accorder une priorité absolue à la modification des habitudes de transport d'une manière plus active que cela n'a été le cas jusqu'à présent (par la tarification des transports, le covoiturage, etc.).

Nous avons constaté que les projets de recherche portent surtout sur des questions technologiques. À notre avis, il faut renforcer la recherche sur les aspects socio-économiques suivants :

- ▶ les raisons de passer à des modes de transport plus respectueux de l'environnement (par exemple les transports en commun, la marche, le vélo, le covoiturage, etc.), ou les raisons d'abandonner la voiture individuelle au profit de modes de transport plus compatibles avec le développement durable ;
- ▶ l'information sur les options en matière de mobilité (alternatives à la voiture, coût, horaires, tarifs, intermodalité, etc.) ;
- ▶ l'amélioration de la compatibilité des systèmes de transport dans les villes européennes, par exemple des systèmes de covoiturage à l'échelle de l'Union européenne, reconnaissance des cartes de transport émises dans d'autres villes ;
- ▶ les améliorations aptes à inciter les gens à utiliser davantage les transports en commun (infrastructures et services supplémentaires dans les wagons :

raccordement à l'internet, tables, salles de réunion, cours de langues, journaux, etc.).

- ▶ les problèmes sanitaires provoqués par une circulation trop intense ;
- ▶ l'élaboration de méthodes efficaces pour encourager des initiatives dans d'autres domaines (économie, emploi, développement régional, industrie, politique fiscale) de manière à intégrer le besoin de changement et de réduction des transports.

Conclusions sur un environnement bâti durable

Pour assurer l'avenir de l'humanité, il faut une approche permettant de revaloriser tout ce qui est considéré comme devenu inutilisable. La société actuelle reste peu intéressée par la réutilisation et le recyclage, et tout ce qui est neuf est considéré comme supérieur à ce qui a déjà été utilisé. Si l'on veut un avenir durable, il faut adopter l'approche inverse. La ville de demain doit reposer sur la réutilisation, la récupération et la rénovation. La reconstruction est plus « durable » que la construction, mais elle coûte plus cher que la construction dans les zones de prolifération urbaine.

Les projets de recherche communautaires portent sur plusieurs grands domaines en ce qui concerne l'environnement bâti des villes futures : **la prolifération urbaine, les espaces verts dans les villes, les techniques de construction et les friches industrielles.**

En ce qui concerne la **prolifération urbaine**, la circulation routière a transformé la plupart des centres-villes en zones d'accès difficile. Les nouveaux quartiers ont besoin de transports, d'eau, d'énergie et d'égouts, ce qui entraîne la disparition de zones rurales et d'habitats naturels. Dans des zones urbanisées plus grandes, l'interaction sociale diminue, ce qui engendre une isolation sociale et promeut la ségrégation et l'indifférence. En tant que citoyens, nous recommandons que la recherche future porte sur les aspects suivants :

- ▶ Informer la population sur l'énergie et la durabilité, et encourager à changer de comportement.
- ▶ Renforcer l'intérêt des centres-villes en réduisant le bruit et la circulation et en améliorant la mobilité des piétons et la qualité des lieux publics.
- ▶ Réutiliser davantage les bâtiments vides existants.
- ▶ Taxer davantage la prolifération urbaine et en réinvestir directement le produit dans les infrastructures nécessaires.

Les espaces verts sont essentiels, eu égard au rôle qu'ils jouent : améliorer la qualité de l'air, créer des habitats pour la vie sauvage, offrir des lieux de délasserment, des emplacements de jeu pour les enfants et pour les sports, d'une manière générale, améliorer le bien-être dans les villes (par la réduction du stress et la sensibilisation à la nature et aux cycles naturels).

La recherche financée par l'Union européenne doit se concentrer sur les aspects suivants :

- ▶ améliorer la biodiversité pour rendre la nature plus « naturelle » ;
- ▶ intégrer des biologistes dans les équipes responsables de l'urbanisme ;
- ▶ réduire le recours à la technologie et aux produits chimiques ;
- ▶ intégrer les chômeurs dans des activités d'entretien ;
- ▶ mieux répartir les espaces verts ;

- ▶ rattacher les espaces verts les uns aux autres pour permettre la diffusion des espèces de faune et de flore ;
- ▶ intégrer les plaines de jeu et les installations sportives dans les espaces verts ;
- ▶ diffuser les connaissances acquises grâce aux projets communautaires ;
- ▶ promouvoir les espaces verts d'une manière générale, car aucune ville européenne n'en a trop.

La plupart du temps, **la construction** néglige l'environnement. Il faudrait cesser d'utiliser largement, comme c'est le cas actuellement, des matières telles que les bois exotiques. Dans le choix des matériaux de construction, il faut prendre en compte la consommation d'énergie et la consommation de ressources. Il existe des alternatives, mais la puissance des groupes de pression du secteur de la construction et l'ignorance du public assurent le maintien des méthodes actuelles, incompatibles avec le développement durable. Il importe aussi de prendre en compte les performances et l'utilisation des bâtiments, sous l'angle de l'isolation thermique et phonique, des émissions de particules nocives, de la durabilité et de la réutilisabilité. À notre avis, la recherche communautaire doit porter sur les points suivants :

- ▶ l'introduction de définitions claires et impartiales en ce qui concerne le développement durable et les performances environnementales, ainsi que la compatibilité des matériaux et des techniques de construction avec le développement durable ;
- ▶ la diffusion des connaissances et la promotion de modes de vie compatibles avec la durabilité ;
- ▶ la promotion de modes de construction plus « durables » par des mesures fiscales : les taxes doivent être proportionnées à l'énergie et aux ressources utilisées effectivement par le secteur de la construction ;
- ▶ l'exploitation des résultats de la recherche sur l'ergonomie, la psychologie et le bien-être d'une manière générale dans la construction ;
- ▶ une promotion vigoureuse des réglementations antisismiques dans les pays concernés ;
- ▶ une meilleure collaboration avec les groupes de pression de la construction pour permettre le recours à des méthodes de construction plus respectueuses de l'environnement.

Les friches industrielles, c'est-à-dire les terrains utilisés dans le passé à des fins industrielles et laissés ensuite à l'abandon, posent de graves problèmes environnementaux et sanitaires. La recherche européenne doit se concentrer à l'avenir sur :

- ▶ l'élaboration de techniques efficaces et moins coûteuses pour nettoyer les sols et les eaux pollués ;
- ▶ l'intégration de la réhabilitation des friches industrielles dans l'aménagement du territoire (la fiscalité pourrait être utilisée pour fournir les ressources nécessaires) ;
- ▶ les meilleures utilisations possibles des zones réhabilitées et l'encouragement des investissements en vue de les utiliser ;
- ▶ la diffusion des bons exemples et des bonnes pratiques.

Conclusions sur le patrimoine

L'Europe est riche d'un patrimoine culturel immense. Cela confère d'énormes responsabilités aux différents pays quant à sa conservation et à sa valorisation.

Nous considérons que la notion de patrimoine culturel englobe non seulement des objets matériels tels que monuments, constructions, ou vestiges archéologiques, mais aussi des éléments immatériels tels que la langue, la littérature, la musique, l'art, les traditions, les chants, les danses, etc. Nous estimons que l'identité culturelle s'ancre dans le patrimoine culturel. L'identité culturelle renforce les communautés et les villes et peut se traduire par un respect mutuel accru des différents peuples européens. Malgré l'importance des ressources affectées à ce secteur, une partie considérable du patrimoine culturel de l'Europe est en train de disparaître ou est fortement menacée. Le plus inquiétant est que toute perte de patrimoine culturel est irrémédiable, c'est-à-dire que ce qui est perdu disparaît à jamais.

Nous avons examiné des projets financés par l'Union européenne portant sur des matières telles que les effets du changement climatique, de la pollution et d'autres facteurs négatifs sur le patrimoine culturel. Nous avons pu constater que ces projets ont entraîné des améliorations importantes pour un certain nombre d'objets historiques.

- ✓ Cependant, nous estimons que l'Union européenne doit trouver le moyen de diffuser plus efficacement les résultats concrets des projets de recherche qu'elle finance.
- ✓ En outre, comme les ressources affectées à la protection du patrimoine culturel sont généralement très faibles, l'Union européenne pourrait prévoir un financement pour faciliter la réutilisation en d'autres lieux des résultats obtenus grâce à des travaux de recherche financés par l'Union européenne.
- ✓ Nous sommes hostiles à toute ségrégation entre, d'une part, le patrimoine culturel, et, d'autre part, la vie quotidienne et la population. La préservation du patrimoine ne peut réussir aux niveaux communautaire et national sans être soutenue ou mise en route au niveau local. Cependant, l'Union européenne peut examiner des manières de sensibiliser les Européens et de contribuer à la préservation du patrimoine culturel. En rapprochant le patrimoine culturel des gens, on éveillera chez eux le sentiment de faire partie d'un tout qu'ils contribuent à préserver. Il faut commencer dès l'enfance. Si les gens ne comprennent pas l'intérêt de préserver le patrimoine culturel, des solutions techniques ne suffiront pas par elles-mêmes à résoudre les problèmes.
- ✓ Les travaux de recherche sur le patrimoine culturel dont nous avons pu avoir connaissance étaient très unilatéraux, c'est-à-dire qu'ils ne portent pour l'essentiel que sur des questions techniques, telles que les effets de la pollution sur le patrimoine culturel, le changement climatique, etc. Il s'agit là d'aspects extrêmement importants, mais nous estimons qu'à l'avenir il faudra renforcer la recherche dans les domaines suivants :
 - les conséquences des pressions économiques,
 - les déplacements de masse et les conséquences de la société de consommation sur le patrimoine culturel.

La recherche européenne doit se concentrer davantage sur l'intégration à long terme du patrimoine culturel dans la vie quotidienne.

